

## Rapport moral 2009/2010 du Secrétaire Général, Ollivier OTTENWAELDER

**2009**, une bonne année pour l'horticulture ? Ce n'est pas sur... Mais une année pleine de péripéties, ça oui !

La crise bien sur, même si elle avait déjà commencé en 2008, même si ce n'est pas la première que nous vivons, et même si elle ne sera sûrement pas la dernière...

Mais, c'est surtout notre environnement qui change, et pas seulement du point de vue climatique, mais aussi des points de vues réglementaire, sociétal et économique.

Les mentalités changent, il est de plus en plus difficile de sentir comment vont réagir les clients. Les prévisions que nous sommes amenés à faire pour déterminer ce que nous devons mettre en culture, quelles espèces, variétés, couleurs, tailles, en quelles quantités, pour quel type de clientèle, avec quels conditionnements et quelles présentations, sont de plus en plus difficiles à réaliser. Le risque de " se prendre un bouillon " est de plus en plus grand alors que les marges de nos entreprises sont de plus en plus petites...

### **Mais que fait la FNPHP ?**

Bien sur elle s'est mobilisée sur plein de sujets, souvent dans l'urgence, quelques fois même sans grands résultats (*Si le travail fourni pour contester la taxe carbone a été important et sa valeur reconnue par les pouvoirs publics, il n'a -pour l'instant- pas servi à grand chose puisque cette taxe a été remise à plus tard*).

Même si nous sommes pleinement conscients qu'il est vital d'établir des priorités puisqu'il ne sera jamais possible à notre Fédération de tout traiter, ces priorités ne sont pas faciles à définir.

Ce n'est qu'après coup qu'on voit si nous avons été efficaces ou s'il ne fallait pas y aller... (*Le dossier sur la fiscalité des stocks en pépinières a mobilisé pendant des années du temps de notre juriste et provoqué plusieurs rencontres et réunions avec les ministères concernés pour finalement admettre qu'il valait mieux de rien changer aux méthodes de calcul existantes...*)

Le bureau de la FNPHP, avec ses 6 membres, ne peut pas représenter tous nos métiers. Il ne peut pas tout connaître et savoir ce qui est réellement le plus urgent à traiter pour telle ou telle branche...

Alors, quelques fois, à cause de sollicitations trop pressantes, il nous arrive de réagir trop vite au risque de gaspiller notre énergie dans des causes trop difficiles à défendre ! (*Pour la LME, beaucoup d'entre nous ont dramatisé les conséquences de cette nouvelle loi, nous obligeant à envoyer force courriers aux parlementaires et aux fournisseurs de la filière afin d'en limiter les dégâts possibles... Finalement, les seuls accords qui ont été signés, l'ont été avec la FNSEA, et, à part acquérir une expérience de plus dans ce type de dossier, nous avons dépensé beaucoup d'énergie pour peu de résultats*)

Une des grandes questions du syndicalisme agricole et horticole reste celle-ci : faut-il plutôt préparer l'avenir ou soutenir des secteurs en grande difficulté ?

Devrons-nous toujours nous mobiliser pour maintenir des productions concurrencées par des importations de pays où les coûts de main d'œuvre n'ont rien à voir avec les nôtres et où les contraintes environnementales sont quasi inexistantes ?

Devons nous négocier des aides pour permettre à nos entreprises de se diriger vers des modes de productions plus respectueux de l'environnement et plus conformes à ce que semblent désirer les consommateurs ? Mais ces modes de productions, seront-ils viables ? Ne risquent ils pas d'induire des coûts de production si élevés, qu'ils inciteront ces mêmes consommateurs à se reporter vers des produits moins chers parce que venant de pays à bas coûts de main d'œuvre et sans contraintes environnementales ?

Devrons-nous peser pour définir des normes plus strictes, rendant plus difficiles les importations de produits moins chers mais moins « verts », mais qui rendront plus complexes nos systèmes de production ?

Un peu tout ça, sûrement, mais à quel rythme ? Et comment aider les secteurs en difficulté à évoluer vers des métiers d'avenir ?

Le problème, c'est que si nous avons bien quelques idées sur le comment faire, elles ne seront jamais les meilleures pour tous!

Il peut souvent exister plusieurs solutions à un même problème, et c'est le chef d'entreprise qui doit choisir celle qui conviendra le mieux à son exploitation. Il a juste besoin de bien connaître les possibilités qui s'offrent à lui.

Le plan stratégique CAP 2020 a mis en évidence les besoins de formations, non seulement au niveau de la formation initiale, souvent insuffisante, mais aussi des formations pour les chefs d'entreprises que nous sommes tous, afin de nous aider à réagir aux changements que nous vivons actuellement, et qui n'ont jamais été aussi profonds et aussi rapides !

Ces formations sont intéressantes au moins à deux niveaux : elles permettent évidemment d'acquérir ou de renforcer des connaissances, mais elles permettent aussi, à ceux qui y participent, de confronter leurs expériences voire d'initier ce travail en réseau qui sera une des conditions du renforcement de notre secteur.

Nos formations devraient également comporter un volet syndical aussi bien au niveau scolaire pour inciter des jeunes à s'impliquer dans l'action collective, que pour les moins jeunes : il nous faut travailler mieux pour gagner plus... d'adhérents. Et plus nombreux seront ceux d'entre nous qui voudront s'engager, plus efficaces seront les actions menées pour faire avancer nos entreprises.

Les formations face aux mutations que nous vivons sont l'objet principal de la deuxième journée de notre congrès 2010, la première étant plus statutaire et se devant d'établir le bilan de l'activité de notre fédération depuis notre assemblée générale à Paris l'année dernière.

Cette activité a été rythmée par une dizaine de bureaux physiques et presque autant de bureaux téléphoniques et 5 conseils d'administration où nous avons renouvelé, souvent avec réussite, l'expérience des travaux en ateliers.

Il y a eu aussi 3 rencontres avec le personnel qui nous ont permis à chaque fois de résoudre les petits problèmes de communication qui pouvaient subsister, de prendre en compte les difficultés exprimées par chacun et, finalement, de mieux travailler ensemble.

Il y a eu également, pour les membres du bureau, le séminaire d'été.

Pour nos référents régionaux, comme pour nos représentants à Val'hor une rencontre annuelle a été organisée. Là aussi, il s'agissait de faire le point sur les difficultés rencontrées et sur les solutions pouvant y être apportées.

Les dossiers sur lesquels nous avons travaillé en 2009 sont en continuité avec ceux de 2008 :

- PHD : la première étape réalisée par ASTREDHOR et VAL'HOR a donné lieu à un autodiagnostic mis en ligne sur le site de Val'hor au début de l'année. Voilà encore un exemple d'action qui a demandé beaucoup de travail à Magali Lumineau, pour son lancement et son suivi, et qui entre parfaitement dans les réponses à donner aux besoins exprimés par la société... Mais nous devons aller plus loin ! Cette démarche voulant être une réponse horticole à la certification environnementale voulue par Michel Barnier, subit les incertitudes et les retards liés au Grenelle II... Et pour inciter les producteurs à entrer dans cette démarche, nous devons obtenir des retombées comme, par exemple, un étiquetage spécifique, dès que sera atteint le niveau 2 pour que les efforts consentis soient reconnus et donnent envie de passer au niveau supérieur !
- LMA : ce sujet est en route, mais ici, c'est surtout la FNSEA qui pilote. Nous suivons, avec Rachel Boivin, nous contribuons, nous participons, mais notre secteur, non alimentaire, est concerné d'une moindre manière.
- REORGANISATION FEDERALE : elle a été rendue nécessaire par l'obligation de s'adapter aux nouvelles obligations comptables et à l'évolution du nombre et de la répartition de nos adhérents. La réforme de nos statuts qui sera présentée en Assemblée Générale le 1<sup>er</sup> jour, et la nouvelle répartition des missions de nos animateurs, avec l'arrivée de Dénoline Jolivet qui opérera à la fois en Grand Est et en région Centre, sont les premières réponses que nous avons apportées à ces évolutions. Un bilan des 5 premières années de la régionalisation sera également présenté lors de cette A.G.

Le rôle de Thierry Roy a évolué : devenu assistant du directeur, il seconde Christian Auger dans l'accueil et la formation des nouveaux arrivants. Il a pris en charge la coordination de la méthodologie de mise en œuvre des actions régionales (en particulier avec la déclinaison régionale des actions décidées au national), la coordination des dispositifs financiers (circulaire serres, PVE...) et la mise en place des partenariats.

Rachel Boivin voit son rôle juridique renforcé. C'est elle qui a eu la charge, avec la commission statuts & budget de modifier les statuts de la FNPHP pour les rendre conformes à la nouvelle réglementation et d'étudier le montage juridique le mieux approprié pour la constitution d'une société de services.

La « petite » équipe parisienne doit assurer la coordination de toutes ces actions ainsi que le contact permanent avec les adhérents.

- ENERGIE : toujours un gros dossier, pris en charge maintenant complètement par Delphine Vernier. Non seulement le partenariat avec ALTERGAZ, qui s'il procure quelques rentrées supplémentaires à notre Fédération, lui occasionne de grosses dépenses « d'énergie », mais aussi les dossiers concernant les TIPP et TICGN, ainsi que les certificats d'économie d'énergie.
- PHYTO : Charlotte Joulia est de plus en plus sollicitée ! Entre l'établissement du guide des bonnes pratiques phytosanitaires qui sera notre réponse au plan de maîtrise phyto proposé par le MAAP, et les réunions pour l'accord cadres sur les usages mineurs, il n'y a pas eu de répit sans compter avec les récents Etats Généraux du sanitaire !

- GROUPE EXPORT : Étienne Gourbesville a repris le dossier autrefois tenu par Thierry Roy. La participation France à IPM2010 a été une réussite.
- REPONSE AUX EVENEMENTS CLIMATIQUES : tous les animateurs sont impliqués dans leur rôle de transmission des informations aussi bien dans le sens régional – national que dans le sens inverse. La saison 2009-2010 n'a pas été en reste : grêle, tempêtes, neige, inondations... Peu de régions ont été épargnées, mais heureusement peu d'entre nous ont été sinistrés, et à chaque fois, la FNPHP a répondu présent pour aider au montage des dossiers.
- PREPARATION DU CONGRES : le rôle du « national » aura été différent cette année puisqu'en 2009 il n'y avait pas d'équipe régionale, mais Delphine Vernier, en sa qualité d'animatrice de l'inter région Méditerranée s'y est impliquée largement...

Vous avez pu le constater, notre Fédération a, elle aussi, bien évolué : nouvelle organisation, nouveau logo, nouveau site internet, intranet qui devient de plus en plus complet...

Le projet stratégique Cap 2020 doit nous aider à déterminer nos priorités et mieux cibler nos actions, mais ce rapport avait pour ambition de vous montrer que nous avons déjà bien avancé dans nos réflexions.

Montpellier, le 17 juin 2010

Ollivier OTTENWAELDER  
Secrétaire Général